

du total en 1926 à environ 45% en 1970. Les avoirs à l'étranger du gouvernement canadien, qui étaient peu importants en 1926, représentaient près du tiers du total en 1970. En fait, au cours de la période qui a suivi immédiatement la Deuxième Guerre mondiale, la part du gouvernement dans les avoirs du Canada à l'étranger était même plus élevée, et certaines années elle devait représenter jusqu'aux deux tiers du total. Divers avoirs à court terme autres que les avoirs monétaires officiels nets constituent le reste des avoirs canadiens à l'étranger. La proportion qu'ils représentent par rapport au total a varié au cours des années: environ un tiers en 1926, négligeable à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, puis ces dernières années environ un cinquième du total. Les avoirs à long terme des secteurs privé et public ont été en général plus importants que les avoirs à court terme au cours des années.

Les investissements canadiens à long terme à l'étranger étaient douze fois plus élevés en 1970 qu'en 1926, c'est-à-dire qu'ils sont passés de 926 millions de dollars à 11,401 millions. Ils sont composés essentiellement d'investissements privés, en particulier d'investissements directs. Le reste comprend surtout des prêts et des avances du gouvernement et des souscriptions aux organismes de placement internationaux.

Du point de vue de la répartition géographique, les investissements à long terme aux États-Unis, établis à 5,631 millions de dollars, représentaient un peu moins de la moitié des investissements canadiens à long terme à l'étranger en 1970. Environ les trois cinquièmes de tous les investissements privés se trouvaient dans ce pays. La plus grande partie des avoirs canadiens au Royaume-Uni, d'un montant de 1,739 millions de dollars, représentait le crédit en cours accordé par le gouvernement du Canada en vertu des dispositions de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni adoptée en 1946 et modifiée en 1957. Au cours des années 60, la proportion des avoirs canadiens au Royaume-Uni constituée par les investissements directs a augmenté pour finalement représenter plus du tiers du total. Dans les autres pays du Commonwealth, les investissements directs ont toujours constitué la forme prédominante des avoirs canadiens. A la fin de 1970 les investissements directs représentaient environ 75% des avoirs canadiens dans ces pays, mais cette proportion était quelque peu inférieure à celle des années précédentes en raison de l'expansion du crédit consenti par le gouvernement du Canada aux termes du nouveau programme de développement ou de prêts «de faveur». Durant les années 60, les investissements directs se sont affirmés comme étant la forme la plus importante des avoirs canadiens dans tous les autres pays, où ils représentaient plus de la moitié du total. Les crédits à l'exportation consentis directement ou indirectement aux risques du gouvernement du Canada sont également demeurés un élément important des avoirs canadiens dans tous les autres pays.

Les avoirs canadiens à court terme, qui comprennent les avoirs officiels monétaires nets, les autres avoirs canadiens à court terme en devises et les effets à court terme à recevoir, ont plus que quadruplé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour représenter plus des deux cinquièmes du montant total des avoirs en 1970.

21.6 Comptes de flux financiers

Introduits en 1969, les comptes de flux financiers donnent une image détaillée de l'activité financière de l'économie canadienne dans le cadre d'un système comptable macroéconomique intégré. Les opérations financières des divers secteurs de l'économie sont regroupées dans des relations statistiques déterminées tandis que la structure du système permet de relier directement les données financières à la statistique de la production dans chaque secteur. La présentation de statistiques financières pour l'ensemble de l'économie permet d'examiner les faits nouveaux dans un secteur quelconque par rapport aux autres secteurs ou à l'ensemble de l'économie. Le rapprochement simultané de la statistique des finances et de celle de la production fournit un cadre statistique qui facilite l'étude des relations existant entre les marchés financiers et les marchés de biens et de services. Le regroupement des statistiques de la production et des finances dans le cadre d'un ensemble équilibré de comptes présente l'avantage supplémentaire de révéler les lacunes dans la couverture statistique et permet de vérifier la qualité des statistiques existantes.

Les comptes de flux financiers s'attachent principalement aux secteurs de l'économie associés aux comptes de revenus et dépenses (c'est-à-dire aux secteurs des particuliers, des entreprises, des administrations publiques et de l'étranger), mais ils fournissent une articulation beaucoup plus détaillée. Le système donne la description de 41 secteurs et sous-secteurs, dont plus de la moitié sont consacrés aux divers types d'institutions financières.